



Retour en Haïti Une île en résistance

Frédéric Apollin - 22 juillet - 10 août 2025



22 juillet Revenir en Haïti, plus qu'un voyage, une aventure ...

Nous l'avons programmé et reprogrammé depuis des semaines. Avec mon collègue Pierre, en charge du suivi des projets en Haïti, nos billets sont achetés depuis déjà des semaines : un vol Air France jusqu'à Pointe à Pitre puis un vol de l'unique compagnie haïtienne « Sunrise Airways » qui relie encore l'île au monde, par la 2^e ville du pays, Cap Haïtien, avec un retour par Miami. Plus de sécurité - car vols quotidiens - au cas où nous ayons à quitter Haïti plus vite que prévu.

L'année passée, en février, les attaques inattendues des gangs et le mitraillage de l'aéroport de Port au Prince 24 heures à peine après mon arrivée sur ce même aéroport m'avaient contraint, alors que j'étais déjà au Cap Haïtien, à sauter dans l'avant dernier vol d'une compagnie américaine pour les États-Unis et quitter l'île prématurément. Deux jours après, le pays était fermé et l'aéroport de la capitale le reste jusqu'à aujourd'hui. Nulle envie vraiment de recommencer une telle expérience. Mais une certitude : il me fallait terminer cette mission inachevée auprès de nos équipes et partenaires sur place.

J'avais presque oublié que voyager à « Haïti chérie », la perle des Antilles comme l'indiquent fièrement les plaques d'immatriculation du pays, reste toujours une aventure imprévisible ! Depuis trois semaines, des changements d'horaires de vols de Sunrise Airways chaque semaine ... et voilà que juste avant d'embarquer à Paris pour la Guadeloupe, la riante compagnie haïtienne nous annonce un dernier changement qui, à coup sûr, nous empêchera d'attraper notre vol de connexion du Cap Haïtien pour la ville des Cayes. S'organiser vite, réorganiser, changer de vols, trouver un hôtel au dernier moment ... c'est l'aventure haïtienne qui commence.

“

J'avais presque oublié que voyager à « Haïti chérie », la perle des Antilles comme l'indiquent fièrement les plaques d'immatriculation du pays, reste toujours une aventure imprévisible !

« Sa nou ap viv la ? Sa nou fè bon Dye pou n viv sa ? »

« Qu'est ce nous vivons là ? Qu'est-ce que nous avons fait au bon Dieu pour vivre ça ? » s'étrangle une passagère haïtienne assise juste derrière moi dans l'avion immobilisé sur le tarmac de Pointe à Pitre en attente de départ, après 2 heures de retard au décollage ...

Rien, absolument rien. Simplement les conséquences d'un pays meurtri, abîmé, malmené et oublié tant par ses élites, ses politiques que par la communauté internationale. Une capitale aux mains de gangs armés jusqu'aux dents et qui en contrôlent tous les accès, plus de 5000 morts en moins d'un an, des régions en province qui commencent à faiblir et des Haïtiens et Haïtiennes en résistance. Seuls face à la violence et l'incompétence, ils se protègent en ville et dans les campagnes, barricadent leurs quartiers et créent des comités de vigilance. Les plus riches d'entre eux, celles et ceux qui peuvent se payer un billet d'avion et qui ont le sésame d'un visa, ont fui ou tentent encore de fuir le pays avec l'espoir que la vie de leurs enfants aux États-Unis ou au Canada soit meilleure que sur l'île. Ils fuient une violence aveugle, ils fuient un système de santé en survie, ils fuient des systèmes éducatifs qui se voient contraints de fermer leurs portes chaque fois que la violence déborde, ils fuient leur quartier ou leur maison assiégée par les « bandits » ... Dans notre seule équipe, plus de quinze collègues sont déjà partis au Canada ou aux États-Unis au cours des cinq dernières années. Une hémorragie ! Parmi eux, d'aucuns ont vu leur quartier envahi par les gangs, leur maison occupée, d'autres ont la peur chaque jour de



Marché de Carrefour Safari - Cap Haïtien

sortir et envoyer leurs enfants à l'école, ou de ne pas avoir, en cas de coup dur, un hôpital fonctionnel ou accessible dans leur ville. Comment leur en vouloir ? Qui accepterait de vivre au milieu de la violence, dans la peur quasi permanente de sortir dans la rue ? Mais la plupart des habitants n'ont pas les moyens, la chance ou la malchance de quitter leur pays ; d'autres ne le veulent tout simplement pas ; et ceux-là n'ont alors qu'un choix : résister.

La ville est toujours là, une fourmière à ciel ouvert, bouillante, surpeuplée, congestionnée, qui étouffe avec plus d'un million d'habitants. Ils n'étaient que 200 000 il y a vingt ans ! Le béton a malheureusement remplacé les belles maisons créoles d'antan et leurs balcons échancrés. Les ordures s'accumulent partout et envahissent toutes les voies ; elles créent des embouteillages dans les rues principales. Les services de la ville sont débordés. Encore plus quand des pluies diluviennes se mettent à tomber sur la ville qui devient alors un cloaque dans certains quartiers. C'est devenu un problème de santé publique. Et je me demande vraiment comment le secteur privé de la bourgeoisie capoise ne se mobilise pas pour aider la ville, débordée, à résoudre ce problème. Peut-être n'en a-t-elle pas grand-chose à faire, peut-être même que cette situation l'arrange. Depuis toujours, elle vit tranquille entre ses maisons de luxe sur les hauteurs de la ville, les bureaux climatisés de ses entreprises, les plages paradisiaques à quelques minutes de 4x4 où sont amarrés leurs petits yachts et le restaurant dancing à la mode sur le bord de mer où l'on aime à se retrouver entre soi.

24 juillet

Dame-Marie, voyage en terre isolée ...

Département de la Grande Anse

Ce matin, l'hôtesse zoulou sud-africaine nous accueille tout sourire dans ce petit avion aux grandes hélices. Aux passagers haïtiens, elle explique en anglais les consignes de sécurité. Certains ne comprennent pas mais qu'importe : « *Bon dye bon !* » « *Le bon dieu est bon* ». De surcroît, nous sommes entourés de bonnes sœurs, qui

derrière moi, traduisent ce qu'elles tentent de comprendre. « *Atache sinti, li tè di* » « *Attachez votre ceinture, elle a dit* » s'écria l'une d'elle, heureuse d'avoir enfin compris quelques mots. Tout d'un coup, dans cet avion, j'ai eu envie d'y croire et de remettre ma vie entre les mains d'un dieu qui, sans nul doute, y est présent par les prières et les Ave Maria que ces bonnes sœurs ne cessent de déclamer en chœur.

Mais le bon Dieu nous a fait rêver trop vite ; l'avion n'est pas parti du premier coup. On ressort, brouhaha, cris, implorations, tout y passe contre la compagnie Sunrise. Impassable, l'équipe sud-africaine s'emploie patiemment à réparer ce vieux oiseau. On décolle,



on vole, on atterrit et ... pas de bagages ... Voilà, Haïti est une aventure pour nous, mais un cauchemar pour les Haïtiens. Eux qui ne s'amuse pas à transformer ces moments de vie en chronique, mais les subissent au quotidien.

“

Haïti est une aventure pour nous, mais un cauchemar pour les Haïtiens. Eux qui ne s'amuse pas à transformer ces moments de vie en chronique, mais les subissent au quotidien.

Jean-Edy ne parle pas beaucoup. Il est parfois difficile de savoir ce qu'il pense, il ne répond pas toujours spontanément à mes questions ; mais il faut savoir l'écouter, car chacun de ses mots est pesé, chacun est pensé. Agronome expérimenté et militant, Jean-Edy est notre coordinateur national.

Il nous attend à la descente de l'avion aux Cayes.

« *Mon bagage n'est pas arrivé* », lui dis-je. Ça ne le surprend pas vraiment, ni ne l'émeut.

« *Moi j'ai attendu deux jours la dernière fois ...* »

lâche-t-il en quelques mots.

De quoi me rassurer.

Nous prenons finalement la route pour Dame-Marie. Enfin, la route, c'est un euphémisme. Le 4x4 dans lequel nous sommes a lui-même du mal à se frayer un chemin sur cette route qui n'en a que le nom, transformée en rivière de roches. Au Sud, dans la Grande-Anse, au bout du bout de l'île, fort du succès du réseau de coopératives de petits producteurs de cacao de la FECCANO au Nord d'Haïti, nous appuyons la naissance d'un nouveau réseau, REKOKAGA, qui intègre six coopératives. Je n'avais pas pu le visiter l'année passée, contraint de fuir prématurément le pays. Cette fois c'est décidé, avec Pierre et Jean-Edy, nous irons, accompagné de Samuel, un jeune et nouveau collègue, spécialiste cacao m'a-t-on dit, responsable du projet PROCACAO, qui soutient les deux réseaux.

La Grande-Anse, c'est une zone rurale à part, à l'extrémité sud-ouest de l'île, verte, boisée, luxuriante, avec de petites bourgades aux noms enchanteurs - Dame-Marie, Anse d'Hainaut, Les Irois - que borde une mer des Caraïbes d'un bleu parfois azur. L'image d'Haïti, grand jardin boisé entretenu par des milliers de petits paysans.

Mais aussi une zone isolée où ces mêmes paysans ont beaucoup souffert : en 2016, l'ouragan Matthew est passé par là qui a détruit des vies, des routes, rompu les liens de communication et rasé 80 % des bâtiments. Ouragan de force 5 avec des vents de plus de 260km/h, Matthew ravageait alors les jardins de cacao et enlevait à ces paysans et paysannes leurs habitations et leurs moyens de subsistance. A peine remise de ce terrible ouragan, la Grande-Anse vit de plein fouet la crise actuelle. Celle-ci isole la péninsule du sud et ferme le marché de Port-au-Prince et l'accès au port, pourtant fondamental pour l'export de mangues, du vetiver ou du précieux cacao. Toutes les routes d'accès au port sont passées sous contrôle des « bandits ».

A Dame-Marie, après deux heures de conduite sur une route épuisante, Jephthe nous attend, agronome et chef d'antenne locale. Il nous a préparé un programme complet de visites. Je sens qu'il tient à nous montrer la qualité et le sérieux de son travail et celui de son équipe. Samuel nous accompagnera qui vient d'intégrer récemment notre équipe après le départ au Canada de son prédécesseur, Josue. Père de deux jeunes enfants, déjà partis avec leur mère « lot bò » (de l'autre côté), Josue a dû faire un choix cornélien : rester au pays et se battre pour lui, ou rejoindre sa famille. La crise aura eu raison de sa résistance. Je comprendrai vite que Samuel a parfaitement pris place dans notre équipe. Effectivement fin connaisseur de la filière, il a bien compris les défis auxquels doivent faire face les coopératives.

Avec l'isolement du pays, l'une des coopératives les plus anciennes de la zone et membre du réseau, la CAUD, a perdu sa certification bio. Ses 422 producteurs paysans se retrouvent de nouveau dépendants du principal acheteur local, une grande famille historique du Sud, exportatrice de produits agricoles. Il y a une trentaine d'années, les descendants de la famille Wiener ont décidé de travailler avec des coopératives de petits producteurs : une avancée majeure par rapport à leurs aïeux qui avaient mis ces mêmes paysans dans un régime de dépendance totale et d'exploitation. Mais les schémas du passé ne s'effacent pas si facilement. Jean-Marie François, le Président de la CAUD, tient à nous l'expliquer :

"M'sye sa a, li ban nou yon pri ki pa pi mal, men pwoblèm nan, se li pa peye nou. Sa fè lontan n ap tann lajan an ! E kounye a, li dakò pou l peye nou, men sèlman si nou bay li rekòt sezon sa a déjà !"

« Cet homme-là nous propose un prix qui n'est pas mauvais, mais



Crique à Anse d'Ainault - Grande-Anse

le problème c'est qu'il ne nous paie pas. Ça fait longtemps qu'on attend le paiement ! Et maintenant, il est d'accord pour nous payer, mais seulement si nous lui donnons déjà la récolte de cette saison ! »

Les dépendances se perpétuent ...

À la coopérative COPDAH d'Anse d'Hainaut, localité Franklin, 1^{ère} section Grandoit, le président Antoine Dutoy est très fier de nous dresser la liste de toutes les infrastructures construites avec l'aide du projet. Nous sommes installés sous la tonnelle d'un glacis de la coopérative, fort bien équipée aujourd'hui. Il nous énumère dans les moindres détails la liste complète de ces infrastructures : un centre de fermentation de 35 m², un glacis de 300 m², un entrepôt de 100 m², une zone de production et pépinière de 12 500 m² pour distribuer des plants de cacao et autres arbres fruitiers et "pye bwa" aux producteurs, un bureau de 35 m². Mais là n'est pas le principal de ce qu'il veut nous dire, en profitant de la venue annoncée de cette délégation. Leurs plus gros problèmes, conclut-il, ce sont le fonds de roulement pour acheter le cacao en début de collecte aux membres, et la commercialisation. Car ici, la plupart des 367 paysans membres de la coopérative ne peuvent pas attendre d'être payés : l'argent du cacao est vital pour subvenir à leurs besoins essentiels. Avec l'entreprise Wiener, ils rencontrent les mêmes difficultés que la coopérative CAUD. Mais surtout, ils sont concurrencés sur leur propre territoire par une autre entreprise de manière déloyale, qui achète leur cacao toujours un peu plus cher que le prix que la coopérative peut offrir et promet des « cadeaux », que certains paysans ne voient jamais arriver ...

"Yo di y ap bay yon prim 40 000 goud bay pwodiktè si se yon ane sechrès oswa yon ane ki gen twòp lapli. Men finalman, gen kèk pwodiktè ki pa menm resevwa 4 000 goud !"

« Ils disent qu'ils offrent une prime de 40000 gourdes au producteur si c'est une année sécheresse ou une année avec trop de pluie. Mais au final, certains producteurs n'ont même pas reçu 4000 gourdes ! »

A la CAUD, Jean-Marie François nous avait expliqué que cette même entreprise leur achetait auparavant toute leur production et prenait en charge les coûts de certification bio et commerce équitable. Mais ce que Jean-Marie François ne savait alors pas, ni lui, ni les membres de son conseil d'administration, c'est qu'elle utilisait leur propre prime du commerce équitable pour payer tout cela, et pour leur prêter de l'argent. Ils n'ont découvert l'existence de cette prime que lorsque le certificateur les visita et leur demanda ce qu'ils avaient décidé d'en faire !



Le Président Jean-Marie François, devant les bacs de fermentation de la CAUD



Des membres réunis du conseil de la COPDAH

Avec Pierre, Samuel et Jean-Edy, nous sommes unanimement d'accord : l'urgence ici est d'appuyer les coopératives à trouver des marchés plus rémunérateurs dans des conditions de prix juste et équitables, et des acheteurs qui de surcroît acceptent de préfinancer la collecte de cacao. Depuis ce bout du bout d'Haïti, je suis en communication whatsapp en parallèle avec Christophe, un des cofondateurs d'Ethiquable. Il m'écrit en direct qu'ils sont toujours prêts à acheter à ces coopératives 25, voire 50 tonnes en 2026. Voilà une bonne nouvelle ! Le défi pour notre équipe est de préparer les coopératives à pouvoir exporter un container de cacao pour leur petite saison 2026 et rentabiliser ainsi tous ces équipements et infrastructures déjà construites.

La réunion d'équipe qui s'ensuit est très opérationnelle : se mettre en ordre de marche pour cela, fixer des priorités, construire un retroplanning. Samuel et Jephthe l'ont bien compris, même s'ils sont, comme nous, inquiets de la charge de travail que cela représente et des compétences pointues exigées. Agronome spécialisé en recherche-action, Jephthe ose même le dire, tant les attentes des coopératives sont grandes, et la responsabilité qui pèse sur ses épaules, importante.

"Je n'ai qu'une connaissance théorique du thème des certifications", nous glisse-t-il discrètement.

Cette honnêteté l'honore. Qu'à cela ne tienne, Pierre à l'idée lumineuse de les mettre en contact avec notre collègue togolais, Edem Pessewu, un expert des certifications bio et commerce équitable. Qui mieux que lui depuis le Togo pour les coacher et les accompagner à faire au mieux ? Le temps est compté mais ils peuvent y arriver ! La barre est haute : Samuel et Jephthe l'ont bien saisi mais semblent déterminés.

A Dame-Marie, dans leur beau et nouveau local construit face à la mer, le jeune Président du réseau REKOKAGA, Garry Jean Roblin, lui aussi, l'a parfaitement compris. Il profite de notre visite et insiste auprès de nous pour cet appui déterminant afin de pouvoir fidéliser les coopératives et les producteurs, et leur offrir in fine un meilleur prix pour une vie meilleure. Il sait parfaitement que nous avons des contacts qui peuvent leur être précieux avec des acheteurs « lot bô ». Avec Port-au-Prince aux mains des bandits, reste la question de quel port faire partir le cacao de ces petits producteurs sur l'Europe. Qu'à cela ne tienne, l'équipe et le président de la REKOKAGA s'engagent à se renseigner sur les conditions possibles de transport et d'export depuis le nouveau port de Saint-Louis du Sud et des Cayes.



Madame Jésusla Emile, cacaocultrice à Anse D'Ainault

Plus de 20000 familles en vivent directement, parmi les plus vulnérables du pays, pour qui la production de cacao constitue environ 40% de leurs revenus et une source majeure de trésorerie.

Lorsqu'il y a quinze ans, nous avons démarré notre coopération avec l'appui du Conseil départemental des Hauts de Seine, fidèle jusqu'à aujourd'hui, je me souviens avoir dû rédiger un papier à la demande des élus du groupe majoritaire de droite du département pour convaincre les autres groupes politiques du bien-fondé de cette coopération. À l'époque, certains questionnaient une coopération sur une filière d'export dans un des pays les plus pauvres au monde. Et le doute est compréhensible ! Je m'étais alors fendu de quelques lignes pour expliquer pourquoi travailler sur la filière cacao, c'est bien œuvrer à la sécurité alimentaire des petits paysans haïtiens ! Plus de 20000 familles en vivent directement, parmi les plus vulnérables du pays, pour qui la production de cacao constitue environ 40% de leurs revenus et une source majeure de trésorerie. Intégré au « jardin créole », le cacao est cultivé en association avec des cultures vivrières comme l'igname, le manioc, la banane, les arbres fruitiers dont l'avocatier et les agrumes ainsi que de nombreux arbres forestiers. Ces systèmes agroforestiers cacaoyers jouent ainsi un rôle capital pour la sécurité alimentaire, mais aussi pour la réduction de l'érosion et de la fertilité des sols, le maintien de la biodiversité et la séquestration de carbone. Dans un pays miné par la déforestation, le cacao, comme le café d'ailleurs, sont des filières fondamentales tant pour le développement économique du pays que pour la restauration d'un environnement forestier très dégradé. C'est le credo d'AVSF depuis de nombreuses

années dans ce pays. La restauration de l'environnement est sans nul doute le premier défi parmi tous les défis que doit relever Haïti, de surcroît dans un contexte de changement climatique. On ne pourra jamais remettre demain de la terre et des sols arables partis dans la mer, sur ces mornes haïtiens dont beaucoup aujourd'hui sont pelées, érodées, sans arbres. Cette visite ici dans la Grande Anse ne fait que renforcer mes convictions.

À Anse d'Hainault, localité Zai, 2^e section Bourdon, madame Jésusla Emile est très fière. C'est elle qui a gagné l'une des éditions du concours « Pi bèl jaden kakawo », [le plus beau jardin cacao] qui en est à sa 3^e édition. Mis en place par AVSF, il vise à encourager l'adoption des meilleures pratiques de régénération de ces jardins créoles et d'agroécologie dans les parcelles de cacao. Madame Jésusla Emile avait été informée et attendait de pied ferme cette délégation de « blancs ». Elle semble très heureuse de nous recevoir et ce plaisir est réciproque. Elle nous fait visiter son jardin cacaoyer avec une fierté non dissimulée. Et elle a raison : un jardin entretenu, boisé, dont les cacaoyers sont taillés et au sol couvert de matière végétale et organique. On se croirait dans un de ces jardins luxuriants et boisés, tels que représentés dans la peinture naïve haïtienne !

"Et vous n'avez pas eu peur de tailler votre jardin au début ?" J'ose lui demander.

"Wi, byen sùr, epi gen kèk vwazen ki pa t vle. Mwen te teste sou yon ti bout tè, e rezilta yo te trè bon. Donk kounye a, mwen fè tout tè m yo konsa, e m'gen anpil plis pwodiksyon."

"Oui bien sûr", me répond-elle « et certains voisins ne voulaient pas. Moi, j'ai testé sur un petit bout de terre et les résultats furent très bons. Alors maintenant je fais toutes mes parcelles comme ça et j'ai beaucoup plus de production.".

En me montrant le pied de cacao contre lequel je me suis nonchalamment adossé pour me reposer de cette chaleur humide écrasante, elle rajoute : « Pye sa a, pa egzanp, li te konn bay apeprè dis kabòs. Kounye a, li bay ant ven ak trant chak ane ! »

"Ce pied par exemple, il produisait une dizaine de cabosses. Maintenant, il en produit entre vingt et trente chaque année !"

Parmi les dossiers d'inscription reçus de paysans et paysannes des différentes coopératives, quinze seulement sont sélectionnés à la suite de plusieurs évaluations réalisées par un comité composé de représentants des coopératives, du bureau agricole communal – un service de l'État qui tente d'être encore actif –, un représentant du réseau REKOKAGA et assisté par un de nos collègues. Les prix remis sont des animaux – bœuf, mouton, « cabrit » ou chèvre, dinde – et du matériel agricole – bottes, sécateur, machette, etc. –. Madame Jésusla Emile n'a qu'un regret : « *Bèf mwen an mouri, men mwen toujou gen zouti yo.* »

« *Mon bœuf est mort depuis, mais j'ai toujours les outils* » nous dit-elle. Et ce qu'il lui reste de plus important, c'est sa fierté d'avoir gagné ce concours et de montrer qu'une femme paysanne peut avoir un magnifique jardin cacaoyer pour faire vivre toute sa famille !



Le jardin cacaoyer de Madame Jésusla Emile

27 juillet

Plaine du Nord, au siège de la FECCANO : « Kakao-a, se sa ki fem viv ! » « Le cacao, c'est ce qui me fait vivre ! »

Département du Nord

Ce samedi, à la FECCANO, tout le conseil d'administration est réuni. C'est inhabituel pour un samedi. Nous sommes attendus par les représentants des huit coopératives membres et leur équipe technique. Le nouveau Président, Yonel Joseph, a l'air tendu, dans son nouvel habit de dirigeant. Il nous accueille en quelques mots très brefs et s'empresse de transférer la parole au directeur de la fédération, Fredner Fidele, un cadre agronome plus habile à manier le verbe et le langage qu'il faut adresser à cette délégation de « blancs » venus de France.

La FECCANO, c'est d'abord un succès. Celui qui permet de voir Haïti sous un autre jour que l'image brutale mais lucide d'un pays en proie à une crise d'une extrême gravité, politique, économique et sécuritaire. La FECCANO est à l'image d'un pays qui résiste et d'organisations paysannes qui se battent.

Depuis plus de 15 ans, plus de 4000 petits producteurs collectent, fermentent, séchent et commercialisent un cacao fermenté de qualité sur les marchés européens. Depuis plus de 15 ans, nous sommes à leurs côtés pour les aider à progresser et surmonter les épreuves qui ne manquent pas dans ce pays. Et nous pouvons aussi en être fier : la FECCANO fut la 1ère organisation haïtienne à exporter du cacao fermenté à l'international. Alors que le cacao d'Haïti, l'histoire, c'est celui qui a fait la richesse de quelques grandes et rares familles qui se sont enrichies sur le dos des paysans. C'est ce cacao non fermenté, ce « cacao séché », juste séché au soleil, acheté à bas prix dans les mains des paysans et exporté sur les marchés de masse pour faire du chocolat bas de gamme et des barres chocolatées pour le marché américain, dans lesquelles le sucre et la matière grasse ont fait le succès de ces produits et l'obésité de leurs consommateurs !

Avec notre appui, celui de collègues latino-américains de nos équipes et autres coopératives paysannes, rodés à cette pratique, l'introduction de la fermentation du cacao fut une innovation majeure. Elle a permis de reconquérir plusieurs marchés, notamment européens, de cacao fin et aromatique parmi les plus rémunérateurs, et de revaloriser le cacao haïtien sur le marché international. La FECCANO n'aurait pas eu ce succès et notre coopération non plus d'ailleurs, sans l'engagement de notre partenaire historique, l'entreprise coopérative Ethiquable. Eux aussi ont mouillé leur chemise pour appuyer cette démarche, faire voyager leurs techniciens d'Amérique latine et s'engager dès le début dans l'achat de containers de cacao bio et commerce équitable, dans un contexte pourtant déjà adverse à l'époque. Chaque année a réservé son lot de surprises : des lots de cacao arrivés moisi et pas assez séché, une production pas au rendez-vous à cause "Sechrès oswa twòp lapli" – sécheresse ou trop de pluie – ! Mais Christophe, l'un des cofondateurs d'Ethiquable, lui aussi amoureux d'Haïti, le voulait : avoir dans la gamme de cette entreprise militante une belle tablette de chocolat d'Haïti 72%. Et c'est bien le sens de travail de cette entreprise coopérative engagée en commerce équitable que d'appuyer des organisations paysannes naissantes, qui en ont grand besoin. Depuis lors, une autre entreprise chocolatière de renom en France, Valrhona, s'est également engagée. Après avoir eu vent du cacao de qualité produit par la FECCANO, puis procédé à de nombreux tests de qualité, elle est devenue aujourd'hui l'un de ses principaux acheteurs de cacao de qualité.



Membres du Conseil et de l'équipe technique de la FECCANO

Elle a raison d'être fière cette fédération de coopératives de petits producteurs, d'en être arrivée là et d'avoir gagné la confiance de deux clients de qualité en Europe ! Je n'aime pas le mot petit, mais là, il prend tout son sens, car ces paysans et paysannes ont des surfaces de le plus souvent de moins d'un demi-hectare ! Jusqu'à tout récemment, la FECCANO achetait le cacao « mouye », fermenté jusqu'à trois fois plus cher que le cacao traditionnel. Car la rémunération et les primes offertes par de tels clients représentent un gain économique fort pour les paysans membres des coopératives : en 2022-23, la FECCANO leur offrait un prix moyen de 2.43 USD le kilo de fèves de cacao fermenté, séché et exportable [1.36 USD à la collecte auxquels s'ajoutent une ristourne versée quelques mois plus tard et des primes de qualité de 1.07 USD], soit de deux à trois fois plus que le prix du cacao classique vendu à des intermédiaires et aux exportateurs traditionnels. En 2022-2023, le prix moyen FOB à l'export du kilo de cacao fermenté de la FECCANO s'élevait à 3,95 USD/kg [Scop Ethiquable : 4,20 USD/kg ; Valrhona : 3,70 USD/kg] Et 62% du prix perçu à l'export revenait aux producteurs, tandis que le reste était prélevé pour couvrir l'ensemble des coûts d'opérations et des services aux producteurs qu'offrent tant les coopératives membres que la fédération.

Et tous et toutes témoignent :

« Menm mwen, tout pitit mwen yo etidye : youn se enjenyè, lòt la se kontremèt, twazyèm nan se enfimyè. Tout etidyan sa yo, se gras ak kakawo ! »

« Moi-même, tous mes enfants ont fait des études : l'un est ingénieur, l'autre est contremaître, la troisième est infirmière. Toutes ces études-là, j'ai pu le faire uniquement grâce à mon cacao ! »

“

Toutes ces études-là, j'ai pu le faire uniquement grâce à mon cacao !

Pourtant, ce ne sont pas les difficultés qui manquent : des routes détruites pour arriver jusqu'aux coopératives, un changement climatique devenue réalité avec des périodes de pluie ou de sécheresse inattendues qui impactent sur la production et le séchage, l'impossibilité totale de se rendre à Port au-Prince et d'exporter par le port principal du pays, de grandes difficultés de transferts bancaires et aujourd'hui de nouvelles difficultés pour envoyer des échantillons « lot bò » aux acheteurs impatients ! Par chance, Cap Haïtien dispose d'un port autonome, même si celui-ci est totalement congestionné.

Mais aujourd'hui, la situation est plus grave. Le prix du cacao a fortement augmenté ces trois dernières années, parce que de l'autre côté de la mer, sur le continent africain, les deux premiers pays producteurs - la Côte d'Ivoire et le Ghana - ont vécu une sécheresse très dure avec de très mauvaises récoltes. De surcroît, la fédération vient tout juste de perdre son certificat bio, le certificateur français agréé ayant renoncé à des missions d'audit en Haïti. « Trop dangereux », disent-ils. Une conséquence inattendue de la crise et aux conséquences dramatiques pour les coopératives et les paysans concernés. Il est urgent qu'elle la récupère.

Et puis il y a aussi ce nouveau règlement européen de lutte contre la déforestation importée qui oblige toutes les coopératives à se doter d'un système de géoréférencement des parcelles de tous les paysans avant la fin de l'année, pour justifier auprès des importateurs européens que leur cacao ne provient pas de zones déforestées ! Quel paradoxe en Haïti, où produire du cacao est justement LA solution pour préserver des espaces boisés !

« Nou idantifye 2123 tè cacao pou 1018 pwodikte ki gen pyès idantite. »

« Nous avons identifié 2123 parcelles pour 1018 producteurs qui possèdent une pièce d'identité », nous expose fièrement Elisé, le nouveau responsable qualité de la FECCANO, un agronome semble-t-il très professionnel, qui nous expose en long et en large tous les aspects de son travail.

J'avoue ne pas en comprendre tous les détails. Je m'y perdrai presque tant son récit est précis et pointu, presque trop pour l'auditoire ici présent ... Pierre mon collègue est un spécialiste ; lui, il s'impatiente, il questionne, il insiste sur l'urgence du chantier. Les acheteurs engagés comme Ethiquable et Valrhona avec qui la FECCANO est en relation, le questionnent en permanence en France et s'inquiètent des retards pris. Si le géoréférencement n'est pas fini dans quelques mois, la FECCANO pourrait perdre ses marchés. Et puis, il y a la qualité qui a baissé dans certaines coopératives ! Au-delà de l'épineuse question du séchage, nous apprenons que certains lots ne sont pas si bien fermentés ...

« Ou konnen, nan CAFUBO pa egzanp, mwen te fè rekòmandasyon pou moun k ap jere kalite a, men sanble mesye sa a pa koute mwen; li fè sa li vle. Pwoblèm nou genyen la a, se gen kèk koperativ ki pa fè travay yo e ki pa kontwòle moun sa yo ! » explique Guito.

« Vous savez, à la CAFUBO par exemple, moi-même j'ai fait des recommandations pour la personne en charge de la qualité, mais il me semble que ce monsieur ne m'écoute pas ; il fait ce qu'il veut. Le problème qu'on a là, c'est qu'il y a des coopératives et des dirigeants qui ne font pas leur travail ni ne contrôlent pas ces gens-là ! » explique Guito.

On n'est pas dans l'amateurisme. La FECCANO est devenue une vraie entreprise paysanne de petits producteurs. Chaque décision est fondamentale. Certains présidents ne disent plus rien. Le président de la FECCANO, lui-même président de la CAFUBO, l'une des plus grandes coopératives mise en cause sur la qualité, est comme un enfant pris la main dans le sac !

Je me permets de rajouter que sans certification bio, sans géoréférencement et en plus avec des problèmes de qualité, les coopératives risquent de perdre leurs marchés avec ces acheteurs engagés, nos partenaires. Eux achètent à des prix au-dessus de 9500 € la tonne, alors que les acheteurs traditionnels achètent aujourd'hui au mieux à 6000 € / T et que la bourse internationale oscille entre 7000 et 8000 €/T. Et les grands perdants seront alors les paysans, leurs membres !

Nous ne sommes plus là dans de l'assistanat. Dans ce partenariat fort construit entre nous, chacun ose dire ce qu'il a à dire. On veut bien continuer à financer des infrastructures pour fermenter et sécher le cacao, mais si les coopératives ne prennent pas leur responsabilité, à quoi bon continuer ! Message entendu ! Le Président Yonel baisse la tête et ne dit plus mot. Le directeur de la Fédération se veut rassurant : une réunion est déjà prévue entre tous les dirigeants pour régler ces difficultés de gouvernance et de décision ; l'équipe technique de la fédération est mobilisée pour avancer sur ces sujets.

En rentrant au Cap en cette fin de journée de week-end, la ville grouille toujours plus. Une vaste fourmilière de tricycles qui de partout tournent, virevoltent, s'arrêtent, chargent passagers et leur paquetage, trop imposant. Ils créent des embouteillages partout dans la ville et à chaque carrefour. Nous tentons de nous frayer un chemin à travers le marché de Carrefour Safari entre vendeuses et leurs étals sur la route, mototaxis et charrettes qui transbahutent leurs marchandises et un trafic de voitures et camionnettes incessant. Ne voilà-t-il pas que surgit un énorme camion, de ces vieux trucks américains hors d'âge, mais encore et toujours recyclés en Haïti. C'est de nouveau blocus ...



Marché de Carrefour Safari - Cap Haïtien

“

Ce pays est plus détruit que jamais !

Une fois n'est pas coutume, Jean-Edy rumine silencieusement puis explose dans la voiture immobilisée. Un cri du cœur spontané auquel il ne nous a pas habitués : « *Ce pays est plus détruit que jamais !* ».

Le soir sur le boulevard de la mer, un îlot surprenant de tranquillité dans le brouhaha de la ville, au restaurant Lakay, la bourgeoisie haïtienne, la bourgeoisie de la diaspora, la bourgeoisie mulâtre, celle qui contrôle historiquement l'économie de cette ville est là. « Bèl ti gason, po klè, bèl ti dam, moun chèlèbè » - Beaux garçons, belles petites dames, peaux claires, des gens élégants -. Ils viennent profiter de la vie, du son du compas qui commence à monter. Ils viennent passer du bon temps comme si de rien n'était, comme si rien n'avait changé depuis plus de cinquante ans. Ici, ce soir, dans ce lieu, ce pays-là vit, la perle des Antilles est bien là. Loin de nous ici la pauvreté rurale. Loin de nous ici ces « ti malèrè » - petits malheureux - qui vivent en vendant trois gren banan – trois bananes -, du charbon et des rad pèpè – vêtement de seconde main - dans ce marché bondé et malsain de l'entrée de la ville. Loin de nous ces tourments. Deux mondes se côtoient dans une indifférence brutale et vraiment choquante.



Boulevard de la mer - Cap Haïtien

Dimanche 27 juillet

A Hinche, à 1h1/4 des « bandits »

Département du Plateau Central

Nous avons hésité à y aller, mais tous les indicateurs sont au vert. Pas d'affrontements récents ou de signes avant-coureurs d'une quelconque incursion des gangs sur place. Ils sont tout proches, à Mirebalais où ils ont pris la ville de manière violente il y a environ un mois et libéré tous les prisonniers de la prison centrale. Par chance, le lac collinaire récemment réhabilité par notre équipe de projet avec des artisans locaux est quasiment fini. Et heureusement car aujourd'hui, aucun maçon ou artisan ne veut encore s'aventurer dans de telles zones, ni nos collègues ! On les comprend.

Du Cap Haïtien, Jean-Edy a décidé de louer une voiture. Le 4x4 rutilant semble-t-il cache pourtant la misère. A peine démarré, les signaux d'alerte s'illuminent sur le tableau de bord : « parking brake default, system service required ». Le propriétaire de l'agence de location, un ancien diaspora de Miami, revenu au pays pour faire du business avec les économies réalisées en Floride, tente de rassurer Jean-Edy, visiblement irrité de cette situation, surtout au prix de cette location. « *Ce n'est pas grave ; vous pouvez y aller* », nous dit-il. Et de nous expliquer que les pièces pour réparer sont à Port-au-Prince mais que personne ne veut plus aller les chercher, par peur ... On nous change la voiture ; c'est pire encore : d'une alerte, on passe à deux ! Jean-Edy se résigne et ne dit plus mot ... On est parti pour Hinche ...

C'est dimanche, « jou legliz », une journée sacrée en Haïti pour se retrouver à l'église et demander à ce dieu inaccessible des jours meilleurs. Pourtant, toute l'équipe du projet de sécurité alimentaire que nous mettons en œuvre avec la FAO et l'Union européenne dans ces zones rurales souvent pauvres, est là réunie : les cadres et animateurs d'AVSF et de notre partenaire le MPP, le Mouvement des paysans de papaye. La réunion déjà commencée depuis quelques minutes, Jean-Baptiste Chavannes arrive. A l'annonce de notre arrivée, il a renoncé à l'émission qu'il anime tous les dimanches à la radio locale pour les auditeurs du Plateau central, avides de ses pa-

roles. Et quand il arrive, tout le monde se tait et l'écoute presque religieusement. Ce n'est pas un prêche mais tout comme.

Le fondateur et leader incontesté du MPP, devenu un temps candidat à la Présidence de la République, est un homme fin et petit au regard malicieux. Il a certes vieilli depuis la dernière fois que nous nous sommes vus mais il n'a rien perdu de sa verve. Il a été de tous les combats historiques en Haïti, défendu haut et fort les droits des paysans et paysannes du plateau central. Il a été le précurseur et reste toujours aujourd'hui le défenseur d'une agroécologie qui renforce leur autonomie. En son temps, il avait lutté et bataillé dur pour empêcher l'entrée dans le pays de semences transgéniques de grandes multinationales. Un deal passé entre les États-Unis et le père Jean-Bertrand Aristide, ex-président démis de ses fonctions par un coup d'état, et remis en selle par le voisin américain, sous condition ... d'ouverture des frontières aux produits US. Dans son fief de Pandiassou, Jean-Baptiste Chavannes a créé et anime toujours une école de formation politique de leaders dans les communautés.

Il y a quelques jours, lorsque nous étions à Dame-Marie dans le Grand Sud, le président de la CAUD nous avait déjà parlé de cet homme et de son influence :

« Chavannes Jean Baptiste, li vin ici, li vin preche levanjil e pi creasyon yon koperativ. Ce konsa nou te komanse.

« Chavannes Jean Baptiste est venu ici, il est venu prêcher l'évangile et la création d'une coopérative. C'est ainsi que nous avons commencé. »

Monsieur Chavannes n'est pas prêtre, mais c'est tout comme !

Et de suite dans notre réunion, le silence règne ; seule sa voix, lente et posée, où chaque mot compte résonne. Il nous décrit une situation qui s'est aggravée sur cette terre paysanne historiquement pauvre où beaucoup sont ce qu'on appelle ici des « ti malerè » - petits malheureux -.

Une situation aggravée parce que le territoire accueille de très nombreux déplacés. À cause des « bandits » qui commencent à grignoter des territoires hors de Port-au-Prince, plus de 100.000 personnes sont venues depuis le début de l'année du Bas Artibonite, des communes de Pont-Sonde, La Chapelle, L'Estère qui sont tombées aux mains des bandits. Et c'est sans compter sur les habitants

de Port-au-Prince et plus récemment de Mirebalais qui ont fui la ville et les campagnes alentours depuis que les bandits sont arrivés il y a un mois ! Les témoignages sont parfois terribles, raconte-t-il d'une voix grave et solennelle. Des femmes ont vu leurs maris abattus devant leurs yeux.

« Je me souviens de cette femme qui a fui Thomassique ; elle est arrivée avec un petit bébé de 3 semaines et un autre de 2 ans. Quand elle est parvenue enfin à se réfugier dans sa famille sur le Plateau, il n'y avait déjà plus personne. »

Dans cette zone sèche et difficile, l'année agricole a pourtant été bonne l'année passée. Mais il est aujourd'hui difficile d'écouler les produits sur Port-au-Prince, le plus grand marché de la région à deux heures de route. Les prix des transports ont doublé, de 1000 à 2250 gourdes ! Car tout passe par les routes secondaires pour éviter les checkpoints des bandits. Et encore, rien n'est assuré ! Il n'y a plus non plus de possibilités de vendre des animaux à Croix des Bouquets, le point d'entrée de la capitale par le Nord et grand centre commercial et d'échanges. Le seul produit qui arrive toujours à Port-au-Prince, nous dit Chavannes, c'est le charbon. Ce charbon, source d'énergie principale en absence d'un réseau organisé et subventionné de gaz, qui depuis des siècles contribue à la déforestation dramatique de l'île.

Plus encore que la crise sécuritaire, le premier défi sur le plateau, c'est la déforestation et le réchauffement climatique.

Car Chavannes nous le rappelle : plus encore que la crise sécuritaire, le premier défi sur le plateau, c'est la déforestation et le réchauffement climatique.

« Gen koté, famiy yo pas gen bwa pour fe manje la kay yo. Y ak pye bwa qui koupe, se dlo-a ki manké kounya-la nan ampil kominoté »

« Il y a des endroits où les familles n'ont pas de bois pour faire à manger chez elles. Et avec la coupe des arbres, c'est maintenant l'eau qui manque dans plusieurs communautés. »

Dans cette réunion, les langues se délient. Les animateurs paysans du MPP osent prendre la parole à l'invitation de leur leader :



Une parcelle prête à être cultivée et irriguée sur le Plateau central



Une retenue collinaire aménagée

« Anvan, te gen kat sezon; kounye a, se senp, gen yon sezon sechrès ak yon sezon siklòn ! »

Avant il y avait quatre saisons ; maintenant, c'est simple, il y a une saison sèche et une saison cyclonique ! s'exclame l'un d'eux.

Et son voisin de rajouter : *“Citrus tankou sitwon, shadek, sorani ak lòt plant yo pa reziste ankò isit la. Si pa gen dlo, se sèlman fig banann, kann, ak manyòk moun yo ka kiltive. Pwodiksyon an piti anpil, epi ak ensekirite sa a, moun yo pèdi bèt yo !”*

« Des agrumes comme le citron, le pamplemousse, l'orange et d'autres plantes ne résistent plus ici. S'il n'y a pas d'eau, ce sont seulement les bananes, la canne à sucre et le manioc que les gens peuvent cultiver. Mais il y a peu de production et avec cette insécurité, les gens perdent leur bétail ! »

Yves, notre responsable de projet est dithyrambique sur le projet qu'il co-dirige avec son collègue du MPP. Il veut sans doute nous démontrer qu'il le pilote parfaitement et nous expose l'un après l'autre les différents axes de travail. J'apprends donc que nous soutenons une fédération de 400 femmes à Maïssade, actives dans la commercialisation de produits agricoles, avec mise en place d'une unité de transformation de maïs et haricot et d'une boutique d'intrants. Dans cette même commune, nous soutenons les 165 producteurs de l'association des planteurs de canne pour améliorer la transformation, l'emballage et le stockage du rapadou, ce sucre roux dont raffole les Haïtiens.

Nous appuyons également plus de 200 paysans et paysannes pour réhabiliter et aménager quatre lacs collinaires qui recueillent et stockent les eaux de pluie. Ils irrigueront bientôt, avant la fin de l'année, des centaines d'hectares de cultures maraîchères. Ils abreuveront les animaux, et permettront d'améliorer l'alimentation, la nutrition et l'économie de ces communautés paysannes du plateau central, dont beaucoup reçoivent aussi les familles déplacées. Nous réhabilitons le système irrigué de las Pozas, à la frontière dominicaine, au bénéfice de plus de 750 paysans, et y installons une

unité de transformation de produits périssables de même qu'une boutique d'intrants agroécologiques. Et dans toutes ces organisations paysannes accompagnées, un leitmotiv : intégrer les jeunes hommes et jeunes filles, leur donner une vraie place dans les décisions et la mise en œuvre des activités. Car nous savons tous que d'elles et eux, dépend l'avenir de ce territoire.

“

Le projet apporte des améliorations : il permet de sécuriser la production avec l'eau, il augmente vraiment la disponibilité d'aliments, il permet de diversifier la production ; il apporte des intrants agroécologiques, des outils et semences dont les paysans ont vraiment besoin.

Mais dans ce nouveau contexte dégradé que nous a décrit le leader du MPP, je me demande en quoi notre projet commun apporte des réponses concrètes aux populations paysannes du Plateau. Et j'ose poser la question. Un animateur me répond et sa réponse est sans appel :

“Pwojè a pote amelyorasyon : li pèmèt sekirize pwodiksyon an ak dlo, li ogmante vrèman disponiblite manje yo, li pèmèt divèsifye pwodiksyon an ; li bay entran agréokolojik, zouti ak grenn semans ke peyizan yo vrèman bezwen.”

« Le projet apporte des améliorations : il permet de sécuriser la production avec l'eau, il augmente vraiment la disponibilité d'aliments, il permet de diversifier la production ; il apporte des intrants agroécologiques, des outils et semences dont les paysans ont vraiment besoin ».

Le groupe de paysans que nous rencontrons sur un lac collinaire réhabilité proche de Hinche ne le dément pas. Eux sont très contents. Avertis de notre arrivée, tout le comité s'est déplacé, leur Président en tête. Je suis très heureux de constater que plusieurs jeunes sont là, parmi eux ! Ils nous font part de leur grand contentement. Le canal est presque fini, nous explique très formellement le Président,



Les membres réunis du comité de gestion d'un lac collinaire

fier d'assumer son rôle de représentation. D'ici à deux mois, ils vont commencer à irriguer chacun une toute petite surface et vont y semer des cultures maraichères : chou, carotte, haricot, oignon, piment. Ce sera sans doute un grand changement pour eux. L'eau n'est pas encore là, elle est toute proche ; le lac est plein, le canal déjà creusé et la pompe presque installée. Leurs sourires et leurs remerciements en disent long sur l'impact que l'accès à l'eau pour la production pourrait avoir sur leur sécurité alimentaire et leur vie au quotidien.

Je sais pourtant que le seul creusement du canal ne suffit pas ; un long travail est encore prévu que Jeuneviève et Yves, nos collègues, vont devoir mener avec ces organisations paysannes qui n'ont aucune expérience de gestion collective de la ressource en eau. Or le partage de l'eau est aussi source de conflit si des accords ne sont pas passés préalablement et des règles d'usage collectivement fixées. Mes connaissances historiques remontent à la surface - ce fut un temps ma spécialité avant de devenir manager, dirigeant « bureaucrate » d'ONG comme je me plais parfois à caricaturer mon métier -. Yves me rassure. C'est aussi sa spécialité et je le sais que tout sera fait avant la fin août. Ce n'est pas tant le rapport à rendre au bailleur qui m'importe justifiant des activités engagées, mais bien que nous soyons capables de répondre à ces attentes paysannes fortes et vitales pour eux aujourd'hui ! Je crois encore en ces actions concrètes portées avec et par les communautés paysannes, qui permettent de lever des contraintes pour eux vitales.

De retour au bureau du MPP, j'écoute attentivement mon collègue Pierre expliquer à Jeuneviève et Jean-Edy, l'importance des DPOP et des SYSE. Des sigles barbares pour désigner ces dispositifs créés par notre ONG, pour réaliser des autodiagnostic avec les organisations paysannes de leur fonctionnement et de leurs compétences,

afin de construire avec elles des plans de renforcement, de même que des dispositifs de suivi-évaluation des résultats et effets de nos coopérations. Des outils indispensables pour accompagner correctement les organisations et pour mesurer l'impact de notre travail, tant pour nous que pour rendre compte à tous ceux qui nous soutiennent financièrement.

En face Jeuneviève écoute attentivement et poliment ; elle justifie patiemment ce qu'elle a déjà fait ou pas fait ; elle précise ce qui reste encore à faire. Et puis à un moment, avec un sourire appuyé, elle ne peut s'empêcher de nous faire passer un message important qu'il nous faut entendre : « *Pierre, tout sera fait... mais tu sais, c'est beaucoup de travail !* »

La priorité reste d'engager des actions qui améliorent les conditions de vie de familles paysannes en situation de vulnérabilité ou dont les droits sont bafoués, et in fine leur dignité.

Elle n'a pas tort. J'imagine, à l'écouter, les temps requis et les efforts à déployer pour utiliser intelligemment ces outils au service des organisations paysannes partenaires et de notre coopération. Et je me dis qu'il faut sans cesse questionner nos pratiques et trouver le juste équilibre entre la mise en place d'outils d'accompagnement et de suivi absolument nécessaires car garants de la qualité de notre coopération, et leur simplification pour les rendre accessibles et facilement utilisables tant par nos équipes, nos partenaires que les organisations paysannes. Simplifier, simplifier encore et toujours, une règle de l'art pour nos équipes dont la priorité reste d'engager des actions qui améliorent les conditions de vie de familles paysannes



Lac collinaire : une réserve d'eau vitale sur le Plateau

en situation de vulnérabilité ou dont les droits sont bafoués, et in fine leur dignité. Or s'il y a une chose que nous avons bien comprise, ici, en venant sur cette île, c'est combien nos collègues font face chaque jour à des contraintes et des aléas que, à 7000 kms de là, dans nos bureaux français, nous pouvons aussi oublier. Pierre, je crois, l'a compris aussi.

Quelques heures plus tôt, Chavannes nous l'a dit.

Certaines familles paysannes du Plateau ont peur. Elles entendent que les « bandits » vont arriver à Hinche. Elles songent déjà à partir à Ouanaminthe ou à Saint Michel de l'Attalaye. Face à la violence qui avance et au changement climatique, d'autres vendent déjà des terres pour que leurs jeunes achètent un taxi-moto et gagnent un peu d'argent pour préparer un futur départ ailleurs, au cas où ...

Le combat historique porté par le mouvement de Jean-Baptiste Chavannes et toutes ces organisations et groupements paysans sur ce Plateau n'est pas gagné. Mais je repars convaincu que l'action engagée n'est pas vaine et apporte des solutions concrètes à plus de deux mille familles paysannes qui voient encore en l'agriculture et leur territoire, un avenir.

Ce soir, à l'hôtel l'Angelot où nous logeons à Hinche, c'est l'insouciance : des bandes d'amis se retrouvent et sirotent des bières, boivent et mangent autour d'une piscine dans laquelle certains font la fête, une bouteille de prestige, la bière locale, à la main tandis qu'un DJ passe du compas à tue-tête. Des bandes de jeunes esquissent des pas de danse, les couples enlacés. Les « bandits », ceux qu'ils redoutent tous, ne sont qu'à 1h15 d'ici par la route. Mais ce soir, les Haïtiens veulent vivre et le revendiquent. Haïti vit et résiste. Et cela me fait énormément plaisir. Avec Pierre, nous nous mêlons à cette fête et sirotons aussi, comme eux insouciantes, des prestige ...

Haïti vit et résiste.

Épilogue

Le séjour touche à sa fin. Nous le voulions initialement court mais je regrette pourtant presque qu'il se termine déjà. Et une question me taraude : comment ce pays et cette économie parviennent-ils à « tenir », malgré l'effondrement de l'État, la violence des gangs, l'instabilité politique chronique et la pauvreté extrême ?

Certes, la coopération internationale joue encore son rôle, qui maintient certains services essentiels à un niveau minimal, alors que l'État peine à assumer ses fonctions. Et ce même si certains ont délaissé Haïti alors qu'une mobilisation s'impose toujours et encore pour soutenir ces initiatives citoyennes et les dynamiques de résistance des populations haïtiennes.

Mais c'est d'abord l'économie haïtienne, à 80% informelle, qui est le véritable amortisseur de cette crise. Car en Haïti, des millions de personnes vivent de services et d'activités de subsistance - petit commerce, transport, artisanat, agriculture - qui échappent souvent au contrôle de l'État. Or ceux-là continuent à fonctionner quand bien même les services de l'État sont fragilisés. Et la dollarisation de l'économie protège de nombreux autres secteurs de l'hyperinflation de la gourde, lorsque celle-ci survient.

Ce qui permet à Haïti de tenir, ce sont aussi ces transferts de la diaspora haïtienne : un vrai filet social ! Plus de 3,2 milliards de dollars sont envoyés chaque année par les Haïtiens qui vivent aux États-Unis au Canada ou encore au Chili, et même en République dominicaine voisine qui ne les accueille pourtant pas à bras ouverts. C'est 20 à 25 % du PIB. Et pour des millions de familles toujours au pays, ces transferts d'argent financent la santé, l'alimentation, l'école, le logement ...

Enfin, Haïti tient aussi grâce à des importations massives. Plus de 60% des besoins alimentaires sont importés. Même si congestionné, le port du Cap Haïtien fonctionne, et même celui de Port-au-Prince, grâce à des accords avec les groupes armés, qui laissent passer certaines marchandises moyennant rançon ou contrôle. Ce mécanisme mafieux mais organisé avec le consentement ou la complicité de quelques acteurs économiques majeurs, évite la rupture totale d'approvisionnement. Car les élites économiques, elles, s'adaptent : cette poignée de familles puissantes contrôle le commerce, les importations, et surtout la banque et finance qui leur donnent un droit de vie et de mort sur toute nouvelle initiative

économique qui s'installe sur leur territoire ou leur périmètre d'activité. Elles savent rapidement s'adapter et en ont les moyens. Elles n'ont pas besoin de l'État pour se protéger ; elles se protègent elles-mêmes. A croire que cette crise et ce statu quo leur conviennent, voire les arrangent. Pour eux, pas de grands changements et leurs business prospèrent ...

Haïti tient, son économie résiste. Mais une chose est sûre, dans ce pays, le peuple haïtien fait preuve d'une résilience inimaginable, impressionnante et remarquable. Et ce souvent au prix de grandes souffrances, parfois même dans des logiques de survie : insécurité alimentaire, violence, déplacement forcé, système éducatif et de santé parfois défaillant, etc.

Et tout nouveau choc politique, climatique, sécuritaire ou international peut précipiter des familles entières de la précarité à la misère.

Pourtant, ce matin en décollant de l'aéroport du Cap Haïtien, destination Miami, je veux surtout garder l'image de ce pays qui résiste, qui s'organise, qui continue à vivre, produire, commercer, malgré tout, tant en ville que dans les campagnes. Malgré l'isolement, l'oubli international, l'absence de projecteurs.

Notre conviction reste intacte : accompagner ces dynamiques et résistances paysannes n'est pas vain. C'est là que se joue l'avenir. C'est par elles qu'Haïti pourra se reconstruire.

Frédéric Apollin
10 août 2025





Siège

14 avenue Berthelot (bâtiment F bis)
69007 Lyon - France
Tél. +33(0)4 78 69 79 59

Antenne

45 bis avenue de la Belle Gabrielle
94736 Nogent-sur-Marne Cedex - France

www.avsf.org